



**A l'initiative du Comité Coordonnateur du Forum Citoyen (CCFC), de concert avec le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GAAR) s'est tenue, jeudi 12 février, une journée de réflexions, dans l'objectif de questionner à la fois le « très mauvais fonctionnement » du système judiciaire et la dégradation de la situation politique dans le pays. C'est autour du thème : « Conférence-débat sur la situation juridico-politique du pays » que s'est déroulée cette journée de réflexions, en présence notamment de représentants du pouvoir judiciaire et du gouvernement, a constaté Haïti Press Network.**

Pour le révérend père Jan Jannsens, représentant du comité épiscopal justice et paix (CE-JILAP), une réforme judiciaire est indispensable pour remédier à la douloureuse situation à laquelle la société haïtienne fait face.

« Contrairement à ce que laissent croire les autorités gouvernementales, il n'y a pas suffisamment de progrès dans les conditions de vie de la population. Il n'y a aucune vraie politique publique visant à améliorer le système judiciaire. On est tous d'accord là-dessus », affirme le prêtre.

Aussi, a-t-il pris en exemple les 30 ans de dictature des Duvalier y compris le pouvoir Lavalas, pour illustrer la complication du système juridico-politique, avec respectivement la "macoutisation" suivie de la "chimerisation" de la police, synonyme de bras armé des pouvoirs pré-cités.

« De ce fait, nous sommes en quête d'une Justice réformée qui se rapproche de plus en plus de la population », a conclu le père Jannsens.

De son côté, le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GAAR) dénonce la non-organisation d'élections qui devraient renouveler le personnel politique du pays. Ce qui affaiblit davantage le système juridico-politique sur le terrain, selon le représentant du GARR.

« On devrait avoir environ 5000 élus à travers tout le pays, alors qu'on en a seulement onze aujourd'hui », a déploré Philippe Jean THOMAS, président du conseil d'administration du GARR, invitant au passage les acteurs du système judiciaire y compris ceux de la société civile à réfléchir sérieusement sur l'épineuse question juridico-politique en Haïti, et proposer des pistes de solution aux autorités.

Evans PIERRE-LOUIS